

FICHE THÉMATIQUE

En finir avec Parcoursup

Version du 23 mai 2024

1. Les faits

- Avant 2018, la plateforme [Admission Post Bac](#) (APB) récoltait les vœux hiérarchisés des lycéen·nes. Le tirage au sort était utilisé pour les formations non sélectives.
- L'objectif affiché de la [loi Orientation et Réussite des Étudiants](#) (2018) était de diminuer le taux d'échec en premier cycle. **Cette loi a en réalité mis en place la sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur dans les universités publiques.** Le taux de réussite est resté inchangé à 44% pour les licences et de 72% pour les Master [[Note du Ministère](#)].
- Pour les candidat·es, Parcoursup présente un certain nombre de données sur chaque formation portant sur l'insertion professionnelle et les débouchés. Les formations peuvent être publiques ou privées de manière indifférenciée. Les lycéen·nes formulent leurs vœux, puis acceptent ou refusent des propositions.
- Les vœux des candidat·es ne sont pas hiérarchisés et la sectorisation a disparu. Alors qu'auparavant, les bachelier·es avaient une place dans une université de proximité, ce n'est plus le cas avec Parcoursup. La procédure d'inscription et de formulation des vœux se déroule de mi-janvier à début avril. Les premières réponses des formations sont communiquées aux candidat·es le 30 mai pour une fin du processus mi-juillet.

2. Notre ligne politique

Nous défendons un enseignement supérieur libre, gratuit et démocratique qui permet à chacun·e d'accéder à des formations de qualité qu'elles soient générales, professionnelles ou techniques. Chaque élève doit pouvoir choisir la voie de son émancipation personnelle et de son insertion professionnelle.

Cette vision ambitieuse du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche est absolument incompatible avec la sélection. Le baccalauréat doit redevenir le diplôme garantissant la poursuite d'études.

La sélection est un couperet injuste, brutal pour les élèves, leur entourage mais aussi les personnels de l'Éducation nationale et du supérieur. Avant Parcoursup, chaque lycéen·ne qui réussissait le bac avait le droit à des études supérieures. Avec Parcoursup, s'ajoute une épreuve supplémentaire, une sélection dont les critères sont, par ailleurs, opaques. La France a échoué à passer les dernières étapes de la massification et de la démocratisation de l'enseignement supérieur. De nombreux biais (classistes, sexistes, racistes, etc.) ont ainsi été renforcés et c'est une manne offerte à l'enseignement privé.

Nous demandons la fin de Parcoursup et la création d'un véritable service public de l'orientation réhabilitant le droit à des études supérieures libres et gratuites pour toutes et tous.

3. Les explications

Les conséquences de Parcoursup.

1. **Une source d'anxiété.** Ce système est une source d'anxiété très importante pour les lycéen·nes qui doivent désormais adopter des stratégies de plus en plus tôt, parfois dès le collège (choix d'établissement, de spécialité ou d'options, d'activités extra-scolaires...). Dans ces conditions, les familles les plus initiées ou les plus riches sont avantagées : Parcoursup renforce le tri social et la ségrégation scolaire [[INSEE 2021](#)]. Le stress des usager·es est accru par un algorithme qui libère les vœux au fur et à mesure et les oblige à regarder tous les jours pour ne pas perdre leur place. Ce sont donc des mois de stress continu. Les conséquences sur la santé mentale des jeunes sont encore à mesurer même si elles sont très documentées. 82% d'admis·es via Parcoursup ont trouvé la procédure stressante en 2021. [[Nos Services Publics](#)]
2. **Un mécanisme de sélection inégalitaire.** Des milliers d'étudiant·es sont exclu·es chaque année des études supérieures faute d'un nombre de places suffisant. Parcoursup est sélectif, opaque et c'est un outil de tri social

[[Libération](#)] sans que cela soit assumé par ses promoteurs. Un [rapport](#) de la Cour des comptes fait le constat que "des établissements du secondaire se trouvent alors priorisés dans le classement par rapport à d'autres, sur la base de critères plus ou moins aléatoires, tels celui lié à sa réputation, ou celui, plus objectif, du pourcentage de réussite au baccalauréat". Donc si votre lycée de secteur a bonne réputation, vous serez favorisés dans Parcoursup !

Ce dispositif met en avant des parcours d'élèves qui savent s'informer et jouer avec le système grâce à leurs caractéristiques sociales (stages à l'étranger, expérience corrélée à l'environnement professionnel parental, coaching privé...). La différence entre un lycéen dont les parents n'ont pas fait d'études supérieures et un lycéen qui a les moyens culturels et économiques d'être accompagné se sont accrues. Comment s'orienter entre des milliers de formations de bonne ou de mauvaise qualité quand il suffisait auparavant de s'inscrire à l'université ?

Parcoursup offre par ailleurs moins de débouchés aux bachelier-es professionnel·les : ces étudiant-es ont 3 fois plus de chance de ne pas obtenir une seule réponse positive que les bacheliers généraux [[note du SIES](#)], aux [réorientations](#) ou reprises d'études.

Il existe aussi des biais sexistes et classistes. Parmi les meilleurs élèves, « les filles et les élèves d'origine sociale défavorisée sous-estiment beaucoup plus leur rang réel » et font moins de vœux dans les filières les plus cotées. Il suffirait pourtant d'une meilleure information sur leur niveau réel pour que cela soit corrigé [[IPP](#)]

Certains lycées comme Stanislas à Paris ont détourné le système Parcoursup pour intégrer directement certains lycéen·nes dans leurs classes préparatoires. [[Mediapart](#)]. Ce n'est pas un cas isolé puisqu'une grande partie des lycées de prestige de la capitale recrutent dans leurs propres années de terminale [[FranceTvInfo](#)].

- 3. Une dégradation des conditions de travail.** Pour les personnels de l'Éducation nationale comme de l'Enseignement supérieur, Parcoursup est l'aboutissement d'une logique d'austérité : sans moyen ni poste supplémentaire, l'accueil des étudiant·e-s de premier cycle se fait dans des conditions détériorées. De plus, cette sélection a mis sous pression la communauté éducative en ajoutant une charge de travail administrative et pédagogique absurde. Comment prioriser

des milliers de lettres de motivation ? La brutalité de la procédure a aussi des conséquences sur leur travail.

Ce système a été mis en place alors que **le service public de l'orientation est très affaibli**. Nombre de centres d'information et d'orientation (CIO) ont été fermés. Les personnels n'ont pas été formé-es. Les jeunes ont été livrée-es à elles-mêmes et aux connaissances de leurs parents. Comment s'informer sur les formations dans ce contexte ? Les contrôles sont quasi inexistants dans les formations privées et il est juridiquement impossible de déréférencer une formation de Parcoursup même quand elle est de très mauvaise qualité [[Mediapart](#)].

Une mise en concurrence qui profite au privé. Parcoursup a fortement participé au développement du secteur privé lucratif notamment via les propositions d'apprentissage. Celles-ci proposent peu de cours, parfois uniquement en numérique. En 2023, 69% des formations en apprentissage étaient proposées par des établissements privés dont 37 % sont hors contrat donc sans aucun cahier des charges publics [[Comité éthique et scientifique de Parcoursup](#)]. Alors que nous défendons que l'éducation ne devrait jamais être une marchandise, **Parcoursup a été le cheval de troie d'un développement massif des formations du secteur privé lucratif.**

En master aussi on sélectionne. La sélection en master a pris le même chemin que Parcoursup avec la plateforme [Mon Master](#) qui a les mêmes objectifs. Le nombre de places n'étant pas adapté à la demande, la sélection est le moyen utilisé pour ne pas avoir à recruter et augmenter l'offre de masters. En 2023, 30% des candidat-es (environ 63 000 personnes) à un master n'ont pas reçu de proposition [[source](#)], 18% sur les candidat-es inscrit-es en 3e année de licence

4. Nos propositions

→ **Réhabiliter le droit à des études supérieures** en remplaçant Parcoursup par une vraie plateforme d'orientation (hiérarchisation et sectorisation des vœux, politique inclusive). La lutte contre la sélection allégera la pression sur les étudiant-es et améliorera les conditions de travail des personnels.

→ **Investir** pour augmenter la capacité d'accueil en premier cycle par l'embauche de personnel statutaire, un plan d'investissement dans les locaux et l'ouverture de sites universitaires dans des villes moyennes pour assurer l'égalité territoriale. 100 000 places devraient être créées dans les études supérieures publiques sur un quinquennat en garantissant la gratuité des études supérieures.

→ **Créer un véritable service public de l'orientation dans les lycées généraux, professionnels, techniques et agricoles.** Ce qui suppose un plan d'investissement et de recrutement massif d'un personnel qualifié.

→ **Garantir à chaque étudiant.e une allocation d'autonomie.** Cette allocation permettra de lutter véritablement contre la précarité étudiante. Ainsi les parcours universitaires et de vie seront libérés de la contrainte financière qui pèse aujourd'hui lourdement sur les choix.

Ressources utiles

- Collectif Nos Services Publics, *Parcoursup, une génération en attente*, juin 2022, <https://nosservicespublics.fr/parcoursup>
- Rapport parlementaire sur l'accès à l'enseignement supérieur, mission de suivi et de l'évaluation à l'accès à l'enseignement supérieur, juin 2023.
- Delphine Espagno-Abadie & Annabelle Allouch, *Contester Parcoursup*, 2024, Presses de Sciences Po.
- Hubert Guillaud, Réparer Parcoursup, https://hubertguillaud.wordpress.com/2023/01/10/reparer-parcoursup-01-une-ideologie-fonctionnelle/#ftnt_ref12

Chiffres clés

- En 2023, Parcoursup a concerné 917 000 candidat.es dont 629 000 néo-bacheliers ou bachelières.
- En moyenne, chaque candidat.e formule 12,9 vœux.
- 21000 formations (licences, IUT, CPGE, STS, IEP, PACES) sont présentes sur la plateforme dont 9000 en apprentissage. [rapport parlementaire]
- 40 000 lycéen.nes n'ont reçu aucune proposition en 2023 [[source](#)].
- La croissance démographique du nombre de bachelier-es est estimée à 35 000 entre 2020 et 2029 par le ministère.